

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, le 28 septembre 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'ordonnance "portant création du Fonds de refinancement des trésoreries communales", a donné le 1er octobre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 september 1992 door de Minister Voorzitter van de Exécutieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie "houdende oprichting van het Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën", heeft op 1 oktober 1992 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"... l'urgence (est) motivée par la nécessité de pourvoir au remboursement d'importantes tranches d'amortissement d'emprunts à charge des communes et (les) risques toujours plus importants de cessation de paiement pour certaines de ces dernières".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATION PREALABLE.

1. Compte tenu de ce que le présent avis fait référence à plusieurs reprises à l'avis que le Conseil d'Etat a donné sur le précédent projet (L. 21.636/2), il convient de joindre ce dernier avis au projet d'ordonnance, afin de rendre compréhensible le texte du présent avis.

.../...

2. Dans l'article 3, § 3, de l'ordonnance en projet, l'Exécutif fixe le statut administratif et le statut pécuniaire du personnel du Fonds.

Le texte prévoit également qu'en vue d'assurer la bonne marche du Fonds, l'Exécutif peut fixer des conditions dérogatoires transitoires pour les premières nominations.

Ce texte, en tant qu'il prévoit des dérogations aux conditions statutaires pour procéder à des premières nominations, doit être soumis à la négociation syndicale.

Il résulte des documents transmis au Conseil d'Etat que cette négociation syndicale n'a pas eu lieu.

Dès lors, le Conseil d'Etat s'abstient de donner un avis sur ces dispositions. Il conviendra que, la formalité étant accomplie, le texte soit de nouveau soumis à son avis, après que l'Exécutif en aura à nouveau délibéré.

OBSERVATION GENERALE.

Suivant le texte en projet, l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale intervient tantôt comme organe de gestion du Fonds, tantôt comme organe exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette situation est de nature à créer des ambiguïtés, notamment dans l'article 3, § 2, alinéa 2, l'article 4, § 1er, et l'article 7, § 3.

.../...

Il conviendrait que l'exposé des motifs contienne des précisions de nature à lever ces ambiguïtés et à clarifier les délégations que l'Exécutif déciderait d'accorder à certains de ses membres.

Il est proposé d'utiliser le terme "fonds" lorsque l'Exécutif agit en tant qu'organe de gestion de celui-ci et le mot "Exécutif" lorsqu'il intervient comme organe exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

l'intitulé doit reproduire la dénomination complète de l'organisme créé, telle qu'elle figure dans le dispositif de l'ordonnance en projet, comme l'a souligné la section de législation dans l'avis L. 21.636/2 qu'elle a donné sur le précédent projet.

DISPOSITIF.

Article 2.

1. A l'alinéa 1er du texte français figure le mot "bruxellois", qui ne se retrouve pas dans le texte néerlandais. Il convient de compléter celui-ci en insérant le mot "Brussels" avant le mot "Gewestelijk".

.../...

2. La suggestion contenue dans l'avis L. 21.636/2 sous l'article 1er (texte néerlandais) du précédent projet, n'a pas été suivie en ce qui concerne la phrase liminaire de l'alinéa 2.

3. La subdivision doit se faire en 1°, 2°, 3°, etc ... et non en § 1er, § 2, § 3, etc ... Les références qui figurent aux articles 3, § 3, 4, § 2, 5, § 1er, 6, 7, § 2, et 9 doivent être adaptées en conséquence.

4. A l'alinéa 2, § 2 (devenant 2°), il y a lieu d'écrire : "... et en vertu de l'arrêté royal n° 43 du 20 avril 1982 ...".

5. A l'alinéa 2, § 5 (devenant 5°), il y a lieu de reproduire l'intitulé de l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 (voir l'avis L. 21.636/2, observations sur la forme, 2, c)

Le texte néerlandais doit être amendé, comme il est indiqué dans l'avis L. 21.636/2 (ibidem, 4).

6. Au paragraphe 6 (devenant 6°), il est question de conventions passées par des communes en vue d'une meilleure coordination et d'une rationalisation de leurs activités.

.../...

Il convient de préciser dans le texte ou tout au moins dans l'exposé des motifs l'objet de ces conventions et les parties entre lesquelles elles sont conclues.

La même observation vaut pour l'article 4, § 2.

Article 3.

1. En ce qui concerne le paragraphe 2, il y a lieu de se référer à l'observation n° 4 faite au sujet de l'article 2, dans l'avis L. 21.636/2.

2. Pour ce qui est du paragraphe 3, il y a lieu de se reporter à l'observation préalable n° 2 formulée ci-dessus.

Article 4.

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais des alinéas 2 et 3 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 2.

La disposition relative à la présentation par la commune d'un plan financier - qui semble bien conditionner

.../...

l'intervention du Fonds - trouverait mieux sa place à l'article 7, § 1er, qui fixe les conditions d'intervention du Fonds.

De plus, il est permis de se demander si le plan financier exigé par le paragraphe 2 ne fait pas double emploi avec le plan financier exigé par l'article 7, § 1er, du projet.

Interrogé sur ce point, le délégué de l'Exécutif a répondu ce qui suit :

"Les plans prévus dans ces deux dispositions sont différents. Le plan prévu à l'article 7, § 1er, constitue un plan cadre tandis que le plan prévu à l'article 4, § 2, porte uniquement sur l'objet des conventions de coordination et de rationalisation".

Ce texte peu compréhensible doit être clarifié et doit figurer dans l'exposé des motifs.

Article 5.

Au paragraphe 1er, alinéas 1er et 3, du texte néerlandais, le futur de l'indicatif est utilisé abusivement au lieu du présent. Une observation analogue s'impose, notamment en ce qui concerne l'article 6.

.../...

Article 6.

Il convient d'ajouter le mot "précitées" après les mots "lois du 5 juillet 1983 et du 13 août 1984" et d'écrire "p.c." au lieu de "%".

Article 7.

1. En ce qui concerne le paragraphe 1er, 1°, en tant qu'il prévoit l'approbation par l'Exécutif, il convient de se reporter à l'observation formulée dans l'avis L. 21.636/2, sous l'article 6, quant à l'obligation d'organiser la tutelle sur les communes.

2. Au 3° du même paragraphe, il faut écrire le texte au présent de l'indicatif. En outre, le texte néerlandais du 3° devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le paragraphe 3 est nouveau par rapport au projet examiné sous L. 21.636/2. Il prévoit la possibilité pour l'Exécutif de suspendre ou de modifier le rythme des interventions du Fonds à l'égard des communes ne respectant pas le plan financier relatif aux décisions de restructuration des activités communales.

.../...

Il ne faut pas perdre de vue que les interventions du Fonds font l'objet d'une convention entre les communes et le Fonds (article 4, § 1er, du projet), convention à laquelle l'Exécutif n'est pas partie, puisque le Fonds possède la personnalité juridique et est, dès lors, une personne distincte de la Région.

Il s'ensuit que les pouvoirs conférés à l'Exécutif par l'article 7, § 3, du projet constituent des mécanismes d'intervention d'une autorité publique dans l'exécution de conventions auxquelles elle est tiers et que ces pouvoirs s'apparentent dès lors à une tutelle spécifique qui n'a ni sa place ni sa raison d'être lorsque l'on est en présence d'un organisme d'intérêt public classé dans la catégorie A de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Pour tenir compte de l'observation qui précède, il y a lieu de rédiger le paragraphe 3 comme suit :

"§ 3. Dans l'exercice de sa mission, le Fonds peut suspendre ou modifier le rythme d'exécution de l'échéancier de ses interventions en cas ... (la suite comme au projet)".

Article 8.

Le texte de l'alinéa 1er n'a pas été revu pour tenir compte de l'observation formulée dans l'avis L. 21.636/2 à propos de l'article 7, alinéa 1er. Cette observation est maintenue.

.../...

Article 9.

1. A l'alinéa 1er du texte français, il y a lieu d'écrire : "... à dater de la publication de la présente ordonnance ...".

2. A l'alinéa 2 du même texte, le pronom "leur" ne prend pas de "s".

3. A l'alinéa 3 du même texte, il y a lieu :

- d'écrire : "... à la date fixée à l'alinéa 1er ...";
- d'accorder le participe passé "souscrit" au masculin pluriel;
- et d'écrire : "... des lois du 5 juillet 1983 et du 13 août 1984 précitées ...".

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais de l'alinéa 3 ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

*

.../...

Le dispositif doit se terminer par les mots : "Pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale".

OBSERVATIONS FINALES.

1. Il faut écrire en français "Article 1er".

2. Aux articles 3, 4, 5 et 7 du texte français, il faut écrire "§ 1er" au lieu de "§ 1".

3. Le texte néerlandais de certaines dispositions laisse à désirer du point de vue de l'usage de la langue, notamment en raison du manque de correction de la langue, de l'usage inconséquent de l'orthographe préconisée et obligatoire et de l'emploi abusif du futur. A titre d'exemple, quelques observations et propositions de texte ont été faites dans le présent avis. Le texte devrait être fondamentalement revu.

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"... l'urgence (est) motivée par la nécessité de pourvoir au remboursement d'importantes tranches d'amortissement d'emprunts à charge des communes et (les) risques toujours plus importants de cessation de paiement pour certaines de ces dernières".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATION PREALABLE.

1. Compte tenu de ce que le présent avis fait référence à plusieurs reprises à l'avis que le Conseil d'Etat a donné sur le précédent projet (L. 21.636/2), il convient de joindre ce dernier avis au projet d'ordonnance, afin de rendre compréhensible le texte du présent avis.

.../...

2. Dans l'article 3, § 3, de l'ordonnance en projet, l'Exécutif fixe le statut administratif et le statut pécuniaire du personnel du Fonds.

Le texte prévoit également qu'en vue d'assurer la bonne marche du Fonds, l'Exécutif peut fixer des conditions dérogatoires transitoires pour les premières nominations.

Ce texte, en tant qu'il prévoit des dérogations aux conditions statutaires pour procéder à des premières nominations, doit être soumis à la négociation syndicale.

Il résulte des documents transmis au Conseil d'Etat que cette négociation syndicale n'a pas eu lieu.

Dès lors, le Conseil d'Etat s'abstient de donner un avis sur ces dispositions. Il conviendra que, la formalité étant accomplie, le texte soit de nouveau soumis à son avis, après que l'Exécutif en aura à nouveau délibéré.

OBSERVATION GENERALE.

Suivant le texte en projet, l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale intervient tantôt comme organe de gestion du Fonds, tantôt comme organe exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette situation est de nature à créer des ambiguïtés, notamment dans l'article 3, § 2, alinéa 2, l'article 4, § 1er, et l'article 7, § 3.

.../...

Il conviendrait que l'exposé des motifs contienne des précisions de nature à lever ces ambiguïtés et à clarifier les délégations que l'Exécutif déciderait d'accorder à certains de ses membres.

Il est proposé d'utiliser le terme "fonds" lorsque l'Exécutif agit en tant qu'organe de gestion de celui-ci et le mot "Exécutif" lorsqu'il intervient comme organe exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

l'intitulé doit reproduire la dénomination complète de l'organisme créé, telle qu'elle figure dans le dispositif de l'ordonnance en projet, comme l'a souligné la section de législation dans l'avis L. 21.636/2 qu'elle a donné sur le précédent projet.

DISPOSITIF.

Article 2.

1. A l'alinéa 1er du texte français figure le mot "bruxellois", qui ne se retrouve pas dans le texte néerlandais. Il convient de compléter celui-ci en insérant le mot "Brussels" avant le mot "Gewestelijk".

.../...

2. La suggestion contenue dans l'avis L. 21.636/2 sous l'article 1er (texte néerlandais) du précédent projet, n'a pas été suivie en ce qui concerne la phrase liminaire de l'alinéa 2.

3. La subdivision doit se faire en 1°, 2°, 3°, etc ... et non en § 1er, § 2, § 3, etc ... Les références qui figurent aux articles 3, § 3, 4, § 2, 5, § 1er, 6, 7, § 2, et 9 doivent être adaptées en conséquence.

4. A l'alinéa 2, § 2 (devenant 2°), il y a lieu d'écrire : "... et en vertu de l'arrêté royal n° 43 du 20 avril 1982 ...".

5. A l'alinéa 2, § 5 (devenant 5°), il y a lieu de reproduire l'intitulé de l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 (voir l'avis L. 21.636/2, observations sur la forme, 2, c)

Le texte néerlandais doit être amendé, comme il est indiqué dans l'avis L. 21.636/2 (ibidem, 4).

6. Au paragraphe 6 (devenant 6°), il est question de conventions passées par des communes en vue d'une meilleure coordination et d'une rationalisation de leurs activités.

.../...

Il convient de préciser dans le texte ou tout au moins dans l'exposé des motifs l'objet de ces conventions et les parties entre lesquelles elles sont conclues.

La même observation vaut pour l'article 4, § 2.

Article 3.

1. En ce qui concerne le paragraphe 2, il y a lieu de se référer à l'observation n° 4 faite au sujet de l'article 2, dans l'avis L. 21.636/2.

2. Pour ce qui est du paragraphe 3, il y a lieu de se reporter à l'observation préalable n° 2 formulée ci-dessus.

Article 4.

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais des alinéas 2 et 3 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 2.

La disposition relative à la présentation par la commune d'un plan financier - qui semble bien conditionner

.../...

l'intervention du Fonds - trouverait mieux sa place à l'article 7, § 1er, qui fixe les conditions d'intervention du Fonds.

De plus, il est permis de se demander si le plan financier exigé par le paragraphe 2 ne fait pas double emploi avec le plan financier exigé par l'article 7, § 1er, du projet.

Interrogé sur ce point, le délégué de l'Exécutif a répondu ce qui suit :

"Les plans prévus dans ces deux dispositions sont différents. Le plan prévu à l'article 7, § 1er, constitue un plan cadre tandis que le plan prévu à l'article 4, § 2, porte uniquement sur l'objet des conventions de coordination et de rationalisation".

Ce texte peu compréhensible doit être clarifié et doit figurer dans l'exposé des motifs.

Article 5.

Au paragraphe 1er, alinéas 1er et 3, du texte néerlandais, le futur de l'indicatif est utilisé abusivement au lieu du présent. Une observation analogue s'impose, notamment en ce qui concerne l'article 6.

.../...

Article 6.

Il convient d'ajouter le mot "précitées" après les mots "lois du 5 juillet 1983 et du 13 août 1984" et d'écrire "p.c." au lieu de "%".

Article 7.

1. En ce qui concerne le paragraphe 1er, 1°, en tant qu'il prévoit l'approbation par l'Exécutif, il convient de se reporter à l'observation formulée dans l'avis L. 21.636/2, sous l'article 6, quant à l'obligation d'organiser la tutelle sur les communes.

2. Au 3° du même paragraphe, il faut écrire le texte au présent de l'indicatif. En outre, le texte néerlandais du 3° devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le paragraphe 3 est nouveau par rapport au projet examiné sous L. 21.636/2. Il prévoit la possibilité pour l'Exécutif de suspendre ou de modifier le rythme des interventions du Fonds à l'égard des communes ne respectant pas le plan financier relatif aux décisions de restructuration des activités communales.

.../...

Il ne faut pas perdre de vue que les interventions du Fonds font l'objet d'une convention entre les communes et le Fonds (article 4, § 1er, du projet), convention à laquelle l'Exécutif n'est pas partie, puisque le Fonds possède la personnalité juridique et est, dès lors, une personne distincte de la Région.

Il s'ensuit que les pouvoirs conférés à l'Exécutif par l'article 7, § 3, du projet constituent des mécanismes d'intervention d'une autorité publique dans l'exécution de conventions auxquelles elle est tiers et que ces pouvoirs s'apparentent dès lors à une tutelle spécifique qui n'a ni sa place ni sa raison d'être lorsque l'on est en présence d'un organisme d'intérêt public classé dans la catégorie A de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Pour tenir compte de l'observation qui précède, il y a lieu de rédiger le paragraphe 3 comme suit :

"§ 3. Dans l'exercice de sa mission, le Fonds peut suspendre ou modifier le rythme d'exécution de l'échéancier de ses interventions en cas ... (la suite comme au projet)".

Article 8.

Le texte de l'alinéa 1er n'a pas été revu pour tenir compte de l'observation formulée dans l'avis L. 21.636/2 à propos de l'article 7, alinéa 1er. Cette observation est maintenue.

.../...

Article 9.

1. A l'alinéa 1er du texte français, il y a lieu d'écrire : "... à dater de la publication de la présente ordonnance ...".

2. A l'alinéa 2 du même texte, le pronom "leur" ne prend pas de "s".

3. A l'alinéa 3 du même texte, il y a lieu :

- d'écrire : "... à la date fixée à l'alinéa 1er ...";
- d'accorder le participe passé "souscrit" au masculin pluriel;
- et d'écrire : "... des lois du 5 juillet 1983 et du 13 août 1984 précitées ...".

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais de l'alinéa 3 ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

*

.../...

Le dispositif doit se terminer par les mots : "Pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale".

OBSERVATIONS FINALES.

1. Il faut écrire en français "Article 1er".

2. Aux articles 3, 4, 5 et 7 du texte français, il faut écrire "§ 1er" au lieu de "§ 1".

3. Le texte néerlandais de certaines dispositions laisse à désirer du point de vue de l'usage de la langue, notamment en raison du manque de correction de la langue, de l'usage inconséquent de l'orthographe préconisée et obligatoire et de l'emploi abusif du futur. A titre d'exemple, quelques observations et propositions de texte ont été faites dans le présent avis. Le texte devrait être fondamentalement revu.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"... l'urgence (est) motivée par la nécessité de pourvoir au remboursement d'importantes tranches d'amortissement d'emprunts à charge des communes et (les) risques toujours plus importants de cessation de paiement pour certaines de ces dernières".

*

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

1. Aangezien dit advies meermaals verwijst naar het advies dat de Raad van State verstrekt heeft omtrent het vorige ontwerp (L. 21.636/2), behoort laatstgenoemd advies gevoegd te worden bij het ontwerp van ordonnantie teneinde de tekst van dit advies bevattelijk te maken.

2. In artikel 3, § 3, van de ontworpen ordonnantie stelt de Executieve het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van het Fonds vast.

.../...

De tekst bepaalt voorts dat de Executieve bepaalde afwijkende en overgangsmaatregelen voor de eerste benoemingen kan vastleggen teneinde de goede werking van het Fonds te waarborgen.

Doordat de tekst voorziet in afwijkingen van de statutaire voorwaarden om eerste benoemingen door te voeren, moet daaromtrent overleg worden gepleegd met de vakbonden.

Uit de stukken die aan de Raad van State zijn bezorgd, blijkt dat dit vakbondsoverleg niet heeft plaatsgehad.

Derhalve ziet de Raad van State ervan af een advies over die bepalingen te verstrekken. Zodra dit overleg heeft plaatsgehad, behoort de tekst opnieuw om advies te worden voorgelegd aan de Raad van State, nadat de Executieve daarover opnieuw zal hebben beraadslaagd en beslist.

ALGEMENE OPMERKING.

Volgens de ontworpen tekst treedt de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest nu eens op als beheersorgaan van het Fonds, dan weer als uitvoerend orgaan van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Die toestand kan aanleiding geven tot onduidelikheden, inzonderheid in artikel 3, § 2, tweede lid, in artikel 4, § 1, en in artikel 7, § 3.

.../...

De memorie van toelichting behoort nadere bepalingen te bevatten teneinde die onduidelijkheden te verhelpen en de delegaties toe te lichten die de Executieve besluit te verlenen aan sommige van haar leden.

Voorgesteld wordt de term "fonds" te gebruiken wanneer de Executieve handelt als beheersorgaan ervan, en het woord "Executieve" wanneer hij handelt als uitvoerend orgaan van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

In het opschrift moet de volledige benaming van de opgerichte instelling worden vermeld die is aangegeven in het bepalend gedeelte van de ontworpen ordonnantie, zoals door de afdeling wetgeving is beklemtoond in het advies L. 21.636/2 dat deze omtrent het vorige ontwerp heeft verstrekt.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

1. In het eerste lid van de Franse tekst komt het woord "bruxellois" voor, dat niet terug te vinden is in de Nederlandse tekst. Deze laatste behoort te worden aangevuld

.../...

door vóór het woord "Gewestelijk" het woord "Brussels" toe te voegen.

2. Het voorstel dat onder artikel 1 (Nederlandse tekst) van het vorige ontwerp is vervat in het advies L. 21.636/2, is niet gevolgd met betrekking tot de inleidende zin van het tweede lid.

3. De onderverdeling moet geschieden in 1º, 2º, 3º, enz., in plaats van § 1, § 2, § 3, enz. De verwijzingen in de artikelen 3, § 3, 4, § 2, 5, § 1, 6, 7, § 2, en 9 moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

4. In het tweede lid, § 2 (dat 2º wordt), moet geschreven worden : "... krachtens artikel 9 ...", "... krachtens artikel 4 ..." en "... toevalt, en krachtens het koninklijk besluit nr. 43 van 20 april 1982 ...".

5. In het tweede lid, § 5 (dat 5º wordt), moet het opschrift worden overgenomen van het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 (zie het advies L. 21.636/2, opmerkingen omtrent de vorm, 2, c).

De Nederlandse tekst moet worden gewijzigd zoals wordt aangegeven in het advies L. 21.636/2 (ibidem, 4).

.../...

6. In paragraaf 6 (die 6^o wordt) is er sprake van overeenkomsten die door de gemeenten worden gesloten met het oog op een betere coördinatie en rationalisering van hun activiteiten.

In de tekst, of op zijn minst in de memorie van toelichting, moet het onderwerp van die overeenkomsten worden gepreciseerd, alsmede de partijen tussen welke zij worden gesloten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4, § 2.

Artikel 3.

1. Wat paragraaf 2 betreft, dient verwezen te worden naar opmerking nr. 4 betreffende artikel 2, in het advies L. 21.636/2.

2. Wat paragraaf 3 betreft, dient verwezen te worden naar de hiervoren gemaakte voorafgaande opmerking.

Artikel 4.

Paragraaf 1.

Het tweede en het derde lid zouden aldus gesteld moeten worden :

.../...

"Een kopie van het gemeenteraadsbesluit waarbij de met het Fonds gesloten overeenkomst goedgekeurd wordt, wordt binnen vijftien dagen aan de Executieve gezonden.

De beslissing die ter goedkeuring wordt voorgelegd is van rechtswege uitvoerbaar als zij niet is afgekeurd binnen vijftig dagen na ontvangst ervan. Deze termijn kan verlengd worden bij een gemotiveerde beslissing van de Executieve, die de nieuwe termijn vaststelt waarbinnen zij uitspraak zal doen".

Paragraaf 2.

De bepaling inzake de indiening van een financieel plan door de gemeente - die een voorwaarde lijkt voor de tegemoetkoming van het Fonds - zou beter onder artikel 7, § 1, geplaatst worden, dat de voorwaarden voor tegemoetkoming van het Fonds vaststelt.

Bovendien kan men zich afvragen of het financiële plan vereist in paragraaf 2 geen overbodige herhaling is van het financiële plan vereist in artikel 7, § 1, van het ontwerp.

De gemachtigde van de Executieve heeft desgevraagd het volgende geantwoord :

"Les plans prévus dans ces deux dispositions sont différents. Le plan prévu à l'article 7, § 1, constitue un plan cadre tandis que le plan prévu à l'arti-

.../...

cle 4, § 2, porte uniquement sur l'objet des conventions de coordination et de rationalisation".

Deze weinig begrijpelijke tekst moet verduidelijkt worden en in de memorie van toelichting opgenomen worden.

Artikel 5.

In paragraaf 1, eerste en derde lid, wordt ten onrechte de onvoltooid toekomende tijd gebruikt in plaats van de onvoltooid tegenwoordige tijd.

Een soortgelijke opmerking moet worden gemaakt ten aanzien van, onder meer, artikel 6.

Artikel 6.

Men dient de woorden "de wetten van 5 juli 1983 en 13 augustus 1984" te vervangen door de woorden "de genoemde wetten van 5 juli 1983 en 13 augustus 1984" en "pct." te schrijven in plaats van "%".

Artikel 7.

1. Wat paragraaf 1, 1^o, betreft, in zoverre hij de goedkeuring door de Executieve voorschrijft, dient verwezen te worden naar de opmerking in advies L. 21.636/2, arti-

.../...

kel 6, inzake de verplichting om het toezicht op de gemeenten te organiseren.

2. In 3^o van dezelfde paragraaf dient de tekst in de onvoltooid tegenwoordige tijd geschreven te worden. Voorts schrijve men "toestemming" in plaats van "toelating", "zodra" in plaats van "van zodra", alsook "correct" in plaats van "korrekt", overeenkomstig de voorkeurspelling.

3. Paragraaf 3 is nieuw ten aanzien van het ontwerp dat onderzocht is in advies L. 21.636/2. Hij biedt de Executieve de mogelijkheid om het tempo van de tegemoetkomingen van het Fonds te schorsen of te wijzigen ten aanzien van gemeenten die zich niet houden aan het financiële plan aangaande de beslissingen tot herstructurering van de activiteiten van de gemeente.

Men mag niet uit het oog verliezen dat met betrekking tot de tegemoetkoming van het Fonds een overeenkomst wordt gesloten tussen de gemeenten en het Fonds (artikel 4, § 1, van het ontwerp), een overeenkomst waarbij de Executieve geen partij is aangezien het Fonds rechtspersoonlijkheid bezit en derhalve een persoon is onderscheiden van het Gewest.

Daaruit volgt dat de bevoegdheden die bij artikel 7, § 3, van het ontwerp aan de Executieve verleend worden, middelen zijn waarmee een openbare overheid ingrijpt in de uitvoering van overeenkomsten waarbij zij een buiten-

.../...

staander is en dat die bevoegdheden derhalve veel weg hebben van een specifiek toezicht dat noch op zijn plaats noch gegrond is wanneer het gaat om een instelling van openbaar nut ingedeeld bij categorie A van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Om rekening te houden met de voorafgaande opmerking dient paragraaf 3 als volgt geredigeerd te worden :

"§ 3. Bij het vervullen van zijn taak kan het Fonds het tempo waarin uitvoering wordt gegeven aan het tijdschema van zijn tegemoetkomingen tijdelijk staken of wijzigen, als het bijzondere financieel plan bedoeld in artikel 4, § 2, niet wordt nagekomen".

Artikel 8.

De tekst van het eerste lid is niet herzien in het licht van de opmerking die in het advies L. 21.636/2 met betrekking tot artikel 7, eerste lid, is gemaakt. Die opmerking blijft gelden.

Artikel 9.

1. In de Franse tekst schrijve men in het eerste lid : "... à dater de la publication de la présente ordonnance ...".

.../...

2. In de Franse tekst van het tweede lid behoort het voornaamwoord "leur" zonder "s" te worden geschreven.

3. In het derde lid dient men :

- "op de in het eerste lid bepaalde datum ..." te schrijven;
- in de Franse tekst het voltooid deelwoord "souscrit" in het mannelijk meervoud te schrijven;
- "van de voornoemde wetten van 5 juli 1983 en 13 augustus 1984 ..." te schrijven.

Voorgesteld wordt het derde lid aldus te stellen :

"De gemeenten die ter uitvoering van artikel 2, § 3, de toetreding tot het Fonds aanvragen op de in het eerste lid bepaalde datum, dienen te voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 6 en dienen bovendien de vervallen termijnen te hebben betaald van de leningen die zij hebben aangegaan ingevolge de voornoemde wetten van 5 juli 1983 en 13 augustus 1984 en die vervallen zijn sinds deze ordonnantie is aangenomen".

*

Het bepalend gedeelte moet eindigen met de woorden : "Voor de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

.../...

SLOTOPMERKINGEN.

1. In de Franse tekst dient men te schrijven :
"Article 1er".

2. In de artikelen 3, 4, 5 en 7 van de Franse tekst
dient men te schrijven "§ 1er" in plaats van "§ 1".

3. De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen
laat uit taalkundig oogpunt te wensen over, inzonderheid
wegens het gebrek aan taalzuiverheid, het niet-consequente
gebruik van de verplichte voorkeurspelling en het nodeloze
gebruik van de toekomstige tijd. Bij wijze van voorbeeld
zijn in het advies een aantal opmerkingen en tekstvoorstellen
gemaakt. De tekst zou grondig moeten worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.